

# LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 5 MAI 2017

## SOMMAIRE

- 1) **Marine Le Pen le « troll »...**
- 2) **Son naufrage**
- 3) **Il a suivi le débat**
- 4) **Le pire débat pour les...**
- 5) **Le torchon s'enflamme entre la FI et...**



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Marine Le Pen «trumpise» le débat du second tour



**Alternant insinuations, contrevérités et formules chocs, la candidate du Front national n'a pas cherché à dérouler une quelconque vision face à Emmanuel Macron, préférant le résumer à l'« héritier » de Hollande. Le candidat d'En Marche! l'a de son côté poussée à se positionner.**

**M**arine Le Pen a endossé mercredi soir le costume du premier « troll » de France. Alternant insinuations, contrevérités et formules chocs avec une certaine agressivité, la candidate du Front national a « trumpisé » le débat, sans chercher à dérouler une quelconque vision face à Emmanuel Macron.

Devant ses nombreux dossiers et notes, qu'elle a abondamment lus pendant le débat, la candidate du FN a adressé plusieurs punchlines minutieusement préparées à son adversaire : « Je suis la candidate du pouvoir d'achat, vous êtes le candidat du pouvoir d'acheter » ; « La France sera dirigée par une femme, ce sera soit par moi, soit par Angela Merkel » ; « Vous êtes la France soumise » ; « Vous êtes à plat ventre, devant l'UOIF, devant les banques, devant l'Allemagne » ; « Dans ma vision à moi, tout n'est pas à vendre ou à acheter. Tout ne fait pas l'objet de toutes statistiques. » Face à elle, le candidat d'En Marche! a globalement évité les pièges, sans éblouir par sa répartie.

Appliquant à la lettre les recettes de Donald Trump, Marine Le Pen a disséminé les fake news (fausses informations) et intox pendant tout le débat (lire ici un premier fact checking), sans forcément être corrigée par des journalistes transparents.

Listant les ventes d'entreprises sous le quinquennat Hollande, elle a par exemple affirmé qu'Emmanuel Macron, ministre, avait vendu SFR « à son ami M. Drahi », alors qu'il s'agissait d'Arnaud Montebourg.

« Si vous étiez bien renseignée, vous sauriez que pour les cas industriels que vous citez, je n'étais pas ministre, notamment pour le cas de SFR », a répliqué le candidat d'En Marche!.

Elle a aussi accusé l'ancien ministre d'être lié aux milieux islamistes et d'être « le candidat de l'UOIF », l'Union des organisations islamiques de France, « en réalité une association islamiste, qui soutient M. Macron, qui a invité à chacun de ses congrès des gens qui sont venus exprimer leur haine des juifs, des homosexuels, des mécréants », a-t-elle dit.

« M. Hani Ramadan, qui justifie la lapidation des femmes, vous a soutenu aussi, a-t-elle asséné. Vous êtes soumis à eux, parce qu'ils vous tiennent. C'est malheureux à dire, c'est terrifiant. » « Je ne les ai jamais rencontrés, je ne les connais pas, a répliqué Macron. Que je sache, les derniers qui ont organisé des colloques avec eux, c'est le Front national avec M. Aliot [un membre de l'UOIF avait été invité à un colloque du FN – ndlr]. »

Au cours de ces deux heures trente de débat, Marine Le Pen a dépeint Macron en candidat du « système », « de la mondialisation sauvage », « de l'ubérisation », de l'« islamisme » et du « communautarisme », soutenu par le « faux nez des Frères musulmans ». Elle a surtout tenté de le ramener aux politiques menées ces « trente dernières années » et aux « vieux modèles économiques des années 1980 », tout comme à son statut d'« héritier » de François Hollande. « Monsieur le ministre de l'économie ! Ou dois-je dire : monsieur le conseiller de M. François Hollande ? » ; « Vous n'avez pas rompu avec François Hollande. Vous êtes parti pour organiser votre candidature, celle du système. » « Vous avez réconcilié le Medef et la CGT ! », lui lance-t-elle.

Cochant une à une toutes les cases du bingo du « système », Marine Le Pen a aligné les noms de l'homme d'affaires Patrick Drahi, de Pierre Bergé, de « madame Parisot [qui] va peut-être être votre premier ministre », « un lobbyiste chez [le laboratoire] Servier », comme autant de soutiens du candidat. « C'est ceux avec qui vous buvez des coups à La Rotonde ! », a-t-elle enchaîné. Poursuivant plus tard : « Bertrand, NKM... Mais dites-le ! Le pays mérite de savoir ! », a-t-elle éructé. « La France a été jetée dans le chaos par vos amis politiques, qui vous soutiennent aujourd'hui. »

Comme Trump, elle manie l'insinuation. Lorsque Emmanuel Macron la renvoie au « parti des affaires », celui « qui ne va pas devant les juges » – « la différence entre vous et moi, c'est que vous êtes vous sous le coup d'une procédure judiciaire », lui dit-il –, Le Pen n'hésite pas à rétorquer par une accusation diffamatoire : « J'espère qu'on n'apprendra pas que vous avez un compte offshore aux Bahamas ». Pendant ce temps, des comptes Twitter liés à la fashosphère relaient cette rumeur à coup d'un document, « un faux grossier » selon la campagne Macron. Des allusions à son mariage avec son ex-professeuse de lycée, lorsqu'elle lâche : « Ne jouez pas avec moi, je vois que vous cherchez à jouer avec moi à l'élève et au professeur. » Ou, plus tard, un ironique : « Vous y pensez pas beaucoup aux familles ? »

Comme depuis le début de cette campagne, Marine Le Pen s'est autoproclamée « candidate du peuple » face au candidat « de la fermeture des usines et des hôpitaux ». « Les ouvrières de GAD, les habitants du Nord, les harkis et les rapatriés, ça commence à faire du monde M. Macron, que vous avez méprisé ! Le peuple mérite d'être mieux traité », a-t-elle tonné.

Au-delà de sa rhétorique habituelle et rodée, Marine Le Pen a semblé, sans doute pour la première fois de manière aussi flagrante, dépassée sur le fond. Poussée par son adversaire à se positionner – « Les Français ont compris que vous ne répondez pas » ; « Vous me laisserez expliquer ensuite mon projet, parlez du vôtre » –, la présidente (en congé) du FN est apparue méconnaissant ses dossiers, lisant ses notes, alignant les erreurs.

<https://youtu.be/PiXx9jtF6D4>

Face au « troll » Le Pen, Emmanuel Macron a globalement évité les pièges. « Vous n'êtes pas la candidate de l'esprit de finesse, d'un débat équilibré et ouvert, dit-il dès les premières minutes. Vous portez l'esprit de défaite. Face à cet esprit de défaite, je porte l'esprit de conquête français. » Pendant deux heures et demie, l'ancien ministre de l'économie de François Hollande garde la même ligne. Elle tient en quelques mots : Marine Le Pen n'est pas crédible. « Madame Le Pen ne veut pas faire un débat sur le fond. [...] Vous ne proposez rien », dit-il lorsqu'il est question de l'emploi. « Vous mentez en permanence », accuse-t-il au moment de parler des impôts, tout en se posant en bon gestionnaire

des finances du pays – « mais comment vous financez tout ça ? » lance-t-il à plusieurs reprises.

« Il n'y a pas de finances magiques », répond-il quand Le Pen propose, sans se montrer très précise, le retour à la retraite à 60 ans pendant le quinquennat. « Vous ne répondez pas », accuse-t-il lorsqu'il est question de durée du travail. Au chapitre terrorisme, il lui reproche de tomber « dans le piège des sauts de cabri » et d'invoquer la « poudre de perlimpinpin » de la fermeture des frontières.

« Le candidat d'En Marche! s'attache à déminer les attaques en piqué de son adversaire. Lorsque Marine Le Pen l'accuse de défendre le « fondamentalisme islamiste », il cite les révélations de Mediapart sur ce cadre de Lafarge, membre du FN, qui a travaillé avec Daech. Sur l'Europe, il la pousse dans ses retranchements : « On revient au franc ou pas ? » « La grande peur c'est vous, la grande prêtresse de la peur, elle est en face de moi. [...] Vous proposez de sortir de l'euro, c'est un projet mortifère et dangereux. »

À la toute fin, Macron se fait plus incisif. « Vous salissez l'adversaire parce que le pays vous importe peu, dit-il. Vous n'avez pas de projet pour lui, votre projet c'est de dire : cette personne est atroce ; c'est mener une campagne de falsification, vivre de la peur et des mensonges, ce qui a fait vivre votre père pendant des décennies. Vous êtes la coproduction du système que vous dénoncez parce que vous en vivez. » Cela dit, ses réparties ne sont pas toutes flamboyantes.

Le plus souvent, Macron détaille son projet, rentre dans des détails parfois techniques, argumente face à une adversaire dont le seul but est de le mordre au mollet. Calme et mesuré, il parvient à éviter les saillies un brin hautaines dont il est familier. Paradoxalement, les outrances de Marine Le Pen lui évitent d'avoir à répondre précisément sur certains points durs de son projet, comme la réforme du code du travail par ordonnances ou la réforme de l'impôt sur la fortune qu'il prône. En réalité, pendant deux heures et demie, les candidats évoluent sur deux planètes différentes. L'une joue son va-tout à coups d'exagérations, d'attaques incessantes et d'insinuations, et consolide ainsi son électorat. L'autre évite les pièges qui lui étaient tendus, tout en prenant peu de risques. En attendant le deuxième tour, Emmanuel Macron gère.

## MAIS AUSSI

**« Marine Le Pen a souvent donné l'impression que son principal objectif n'était pas d'emporter ce débat »**

**Quelle analyse peut-on faire du débat entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron ? Nicolas Chapuis, chef du service politique du « Monde », a répondu à vos questions.**

Quelles leçons tirer du débat qui a opposé, mercredi 3 mai, Marine Le Pen et Emmanuel Macron ? Quel peut être son impact sur le scrutin de dimanche ? Les journalistes auraient-ils dû intervenir davantage ? Nicolas Chapuis, chef du service politique du Monde a répondu à vos questions.

**Luc : Le principal problème du débat d'hier ne vient-il pas du fait que les deux journalistes n'avaient pas le droit d'intervenir ?**

**thch1 : Les journalistes sont-ils formés pour avoir la compétence et le courage de remettre à leurs places toutes les personnes diffusant de fausses informations ou rumeurs ? N'est-ce pas l'essence même de leur métier ?**

**Nicolas Chapuis :** Vous êtes nombreux à poser des questions sur le rôle des journalistes lors du débat hier. Ne devaient-ils pas davantage intervenir, fallait-il qu'ils vérifient les approximations des candidats, etc. ?

A la décharge de mes collègues, l'exercice était très compliqué. En l'occurrence, ils ont moins un rôle de « journaliste » que d'« animateur » du débat. Ils sont un peu condamnés à passer les plats. Pour respecter une stricte égalité entre les deux, ils ne doivent pas donner l'impression de contredire davantage tel ou tel candidat, de créer un déséquilibre en faveur de l'un ou l'autre... Dès lors, leur liberté est très limitée.

Mais, pour prendre un peu de hauteur, il faut

rappeler qu'aucun journaliste n'a jamais réussi à « s'imposer » réellement dans un débat présidentiel. Ce n'est à vrai dire pas le rôle qu'on leur demande. Les candidats emmènent le débat là où bon leur semble, c'est à leur contradicteur de ne pas se laisser embarquer.

Mais l'agressivité inhabituelle du débat hier a peut-être mis en lumière, plus que d'habitude, l'incapacité des deux à tenir les échanges.

**Noel : Va-t-il y avoir un nouveau sondage avant l'élection de dimanche ? Le débat d'hier peut-il avoir eu un impact sur les prises de position de ceux qui veulent s'abstenir ou voter blanc ?**

**Nicolas Chapuis :** Il y aura certainement beaucoup de sondages d'ici vendredi minuit (date limite pour leur publication). Mais Le Monde ne publiera pas de nouvelle vague avec le Cevipof. La dernière a été diffusée hier.

**Nephal : Comme beaucoup, j'ai suivi le débat à la télévision mais aussi sur le live du « Monde » pour avoir la vérification des Décodeurs sur les propos des candidats. Cependant, je suis très étonné que ces vérifications ne soient pas faites sur les chaînes diffusant le débat en direct. Comment, en 2017, et compte tenu de la tendance aux fausses informations, des chaînes majeures peuvent-elles laisser des candidats dire des approximations (au mieux) et tromper les Français sans rétablir la vérité ? A quoi servent les journalistes politiques à part être « arbitres » ? Merci aux Décodeurs pour les précisions d'hier soir !**

**Nicolas Chapuis :** Le débat d'hier, par le niveau d'intox atteint - Marine Le Pen en porte la plus grande part de responsabilité - est inédit. De fait, il s'est autant déroulé sur le plateau que sur les réseaux sociaux et les sites d'information qui pratiquent la vérification des déclarations, dont LeMonde.fr.

Cela pose nécessairement la question de ce format de débat, extrêmement codifié depuis des décennies, qui paraît obsolète. Mais il faut avoir en tête que ce sont les candidats qui ont la main sur les règles de cet exercice, puisque ce sont eux qui, in fine, acceptent d'y participer ou non. Quel candidat acceptera qu'on vérifie ses propos en direct à trois jours d'un second tour (et donc que l'on pointe sur le plateau ses erreurs, voire ses mensonges) ? Je n'en connais pas beaucoup.

**Noel : Le débat d'hier peut-il avoir une réelle**

**influence sur le vote de dimanche, ou croyez-vous que les gens avaient déjà une opinion tranchée ? Peut-il avoir un impact sur les gens qui comptaient s'abstenir ou voter blanc ?**

**Nicolas Chapuis :** L'impact réel du débat est toujours difficile à mesurer. Le dernier sondage du Cevipof (paru mercredi) montre que l'immense majorité des électeurs des deux camps ont arrêté leur choix. En revanche, certains électeurs indécis (sur le fait de s'abstenir ou non) peuvent être influencés par la prestation de l'un ou de l'autre. Il faut dire que, de ce point de vue, ce débat est différent des autres. Le choix délibéré de Mme Le Pen de noyer le débat sous une série d'intox et de formules agressives a rendu la discussion impossible. Les électeurs indécis lui en tiendront-ils rigueur ? Nous le verrons dans les urnes dimanche.

**Mams : Pourquoi Emmanuel Macron a-t-il été jugé moins convaincant sur les questions de sécurité et de terrorisme ?**

**Nicolas Chapuis :** Si Emmanuel Macron a semblé dominer la partie sur l'économie et sur l'euro (en pointant notamment les erreurs factuelles de son adversaire), il est apparu plus en retrait sur la question du terrorisme. Après un début difficile, Marine Le Pen a davantage mené la discussion dans cette partie du débat et a acculé M. Macron avec des questions sur ses liens supposés avec l'Union des organisations islamiques de France. Si, là encore, la candidate d'extrême droite a usé de différentes intox, le candidat d'En marche ! a eu plus de mal à s'en dépêtrer que sur l'économie, où il a affiché une maîtrise supérieure des dossiers.

**Péache : J'ai beaucoup de mal à comprendre quelle était la stratégie de Marine Le Pen hier soir. Elle apparaissait plus en candidate à la place de première opposante qu'à celle de présidente de la République. Était-ce délibéré, afin de peser sur la recomposition du paysage politique post-élection et intégrant déjà sa défaite ?**

**Nicolas Chapuis :** En effet, je vous rejoins sur cette analyse. Marine Le Pen a souvent donné l'impression que son principal objectif n'était pas d'emporter ce débat, d'apparaître comme « présidentiable », mais plutôt de se positionner comme la future cheffe de l'opposition.

Elle a planté un certain nombre de banderilles, elle a instillé le doute sur certaines mesures de

son adversaire, comme si elle souhaitait préempter ces critiques dans les mois à venir, face à la droite. C'est l'impression étrange qui reste de ce débat : un non-échange entre deux candidats qui ne visaient pas le même but et ne respectaient pas les mêmes règles.

**Alfred : Au vu du désastre, ce débat était-il vraiment nécessaire ? Chirac avait refusé le débat avec Jean-Marie Le Pen, Macron n'aurait-il pas dû en faire autant ?**

**Nicolas Chapuis :** A dire vrai, M. Macron n'avait pas tellement le choix. Qu'aurait-on dit s'il avait refusé ce débat ? Il serait passé pour un couard face à Marine Le Pen. La situation était bien différente en 2002. Il s'agissait du père Le Pen, condamné pour ses propos sur les fours crématoires, marqué du sceau de l'extrême droite la plus infréquentable. Marine Le Pen, en ce sens, a réussi en partie son opération de dédiablement : il aurait semblé incompréhensible dans l'opinion que M. Macron refuse ce débat. En revanche, à l'avenir, certains candidats pourront peut-être s'appuyer sur ce débat pour justifier un refus de débattre avec l'extrême droite.

**Maxime : Pensez-vous que le niveau intellectuel misérable de ce débat soit symptomatique d'un certain mal-être de notre démocratie ? Autrement dit, le débat de fond est-il désormais secondaire à la forme pour aider les Français à se décider ?**

**Nicolas Chapuis :** Le débat a été impossible sur le fond, en effet. Il est, d'une certaine façon, à l'image de la campagne. Je n'irai pas jusqu'à en tirer une réflexion générale sur l'ensemble de la démocratie. Mais il est certain que cette élection hors norme, qui rebute nombre de Français, va laisser des traces très importantes. Le temps du bilan viendra. Pour l'instant, nous sommes encore dans le processus électoral.

**Noux : Bonjour, comment expliquez-vous le niveau d'impréparation de MLP (fouillis de notes, imprécisions, fuite en avant, ton goguenard) ? Au-delà de la personnalité, n'est-ce pas le reflet d'une réelle impréparation à gouverner ? Si oui, les électeurs frontistes ou sympathisants ne vont-ils pas se détourner d'elle et s'abstenir ? Trois questions, désolé, mais elles sont liées ! Merci !**

**Nicolas Chapuis :** Sur les questions économiques, Marine Le Pen est apparue en effet très brouillonne. Sa confusion, d'entrée de jeu, sur

les différents dossiers industriels a été un coup dur pour elle. Elle a immédiatement perdu la bataille de la crédibilité. Mais, d'une certaine façon, elle a aussi donné l'impression de ne pas vraiment la livrer, voire de s'en désintéresser. Comme si pour elle, il ne s'agissait pas vraiment de l'enjeu. On en revient à la question évoquée précédemment. Que visait-elle ? A être élue présidente de la République dimanche, ou à préempter le leadership sur la future opposition ?

**Valie : Emmanuel Macron peut-il porter plainte face aux insinuations de Mme Le Pen quant aux soi-disant comptes offshore dissimulés de celui-ci ? Pourquoi n'a-t-il pas réagi plus violemment à ces propos (si tant est qu'ils soient sans fondement) ?**

**Nicolas Chapuis :** Non, car la candidate a pris soin de les formuler sous la forme interrogative. Il s'agissait pour elle non pas de prouver quelque chose (elle n'avait manifestement aucune preuve) mais d'insinuer, d'instiller le doute, en espérant qu'il en reste quelque chose. Il s'agit manifestement d'une offensive coordonnée, relayée aujourd'hui par de nombreux groupes d'extrême droite.

Rappelons donc les faits en notre possession pour le moment. Ils tiennent en une phrase : nous n'avons aucun élément qui nous permette de soupçonner Emmanuel Macron d'avoir un compte à l'étranger.

**MichelD :** Avant le débat, des articles assuraient que Macron était prêt à quitter le plateau si Marine Le Pen devenait trop agressive envers lui. Etait-ce vraiment envisageable ?

**Nicolas Chapuis :** C'était une information relayée par d'autres médias mais dont, au Monde, nous n'avons jamais eu la confirmation (et que vous n'avez, donc, pas lue sur notre site).

**Simon :** Que pensez-vous de l'explication d'Emmanuel Macron sur l'expulsion des fichés « S », proposée par Marine Le Pen ? Il me semble qu'il n'a pas été très clair, mais que son argumentation tient la route : on n'expulse pas des gens en cours d'enquête. Pensez-vous que les téléspectateurs l'ont compris ?

**Nicolas Chapuis :** On en revient au problème de la fiche « S » : ce n'est pas un outil juridique. Il s'agit d'un outil de travail des services de renseignement, quand ceux-ci s'interrogent sur un

individu, avec parfois pas grand-chose dedans. Cela ne peut en aucun cas servir de base légale à une décision administrative d'expulsion collective de tous les étrangers fichés « S ».

Sophie : Est-il juste de juger le niveau et la qualité du débat, dès lors qu'il a été tué dans l'œuf ?

Nicolas Chapuis : Vous résumez bien la difficulté de juger un débat qui n'a pas eu lieu.



Nicolas Chapuis  
Chef du service politique

lemonde.fr

## II) Débat 2017 : Marine Le Pen face à Macron, 2h30 de naufrage

Par Étienne Girard

En deux heures et demi de débat, Marine Le Pen a montré ce jeudi face à Emmanuel Macron les énormes limites de sa candidature. Entre approximations, coups bas, mensonges, erreurs voire craquage total, la prestation de la finaliste du FN restera comme l'une des plus indigestes de la Ve République.

23h34, ce mardi 3 mai. Les journalistes Christophe Jakubyszyn et Nathalie Saint-Cricq viennent de rendre l'antenne après un des débats présidentiels les plus éprouvants à regarder de la Ve République. Le générique prend fin et France 2 nous présente la série policière à venir sur les écrans, Castle. "Que lui est-il arrivé selon toi ?", demande une enquêtrice à sa collègue, dans l'extrait accrocheur. Réponse, comme une évidence : "Une décompression explosive". Soit précisément ce à quoi les téléspectateurs ont eu l'impression d'assister en observant Marine Le Pen pendant deux heures et demi ce soir-là...

La prestation de la patronne du FN restera sans aucun doute comme l'une des plus indigestes de l'histoire politique française récente.

Approximations, invectives inutiles, incapacité à parler de son programme, erreurs, voire craquage total... En un débat, Marine Le Pen a offert la preuve au plus grand nombre que l'extrême droite reste bien loin de la crédibilité nécessaire pour gouverner la France. Florilège des passages les plus fâcheux, en six scènes marquantes.

### **La confusion grossière entre SFR et Alstom**

21h12, première erreur d'une liste longue comme le bras de Shaquille O'Neal. Après une première prise de parole ultra-agressive, Marine Le Pen accuse son adversaire de mensonge sur la vente de SFR à Patrick Drahi. Emmanuel Macron a en effet toujours nié être intervenu en faveur du magnat franco-israélien car la vente s'est réalisée avant qu'il soit nommé ministre. "Evidemment, vous étiez ministre", contredit péremptoirement Marine Le Pen. Elle sort alors ses fiches et entreprend de citer son adversaire : "Janvier 2015, devant l'Assemblée : 'j'ai pris la décision...' Pour Alstom, vous avez dit à monsieur Dupont-Aignan, 'c'est pas moi'. Janvier 2015, devant l'Assemblée : 'j'ai pris la décision de permettre à General Electric de rentrer dans Alstom'. Moi, personnellement". Pour prouver ses dires sur SFR, Marine Le Pen vient donc de lire... une antisèche sur Alstom.

Emmanuel Macron ne manque pas de se saisir de cette maladresse grossière en moquant l'erreur de Marine Le Pen : "Vous êtes en train de lire une fiche qui ne correspond pas au dossier que vous avez cité. C'est triste pour vous parce que ça montre votre impréparation à nos concitoyens. [...] On peut rentrer dans l'intimité du dossier mais vous n'allez pas tenir longtemps comme vous les confondez les uns avec les autres. Il y en a un qui fait des téléphones et l'autre, ça n'a rien à voir, il fait des turbines et du matériel industriel." Cruel.

<https://youtu.be/ypQID7zfeRQ>

### **L'incapacité à évoquer son propre programme**

Aussi incroyable que ça puisse paraître, Marine Le Pen n'a quasiment jamais évoqué spontanément son programme pendant les deux heures et demi de débat. A chaque fois que la parole lui est donnée, elle commence par un long dégageant sur les travers d'Emmanuel Macron. Son intervention d'introduction, à 21h01, est à ce titre édifiante. En deux minutes et 5 secondes, la candidate du FN évoque son projet pendant... 22

secondes, pour consacrer le reste du temps à pilonner son adversaire. "Monsieur Macron est le candidat de l'ubérisation sauvage, de la mondialisation, de la précarité, de la brutalité sociale, de la guerre de tous contre tous, du dépeçage de la France par les grands intérêts économiques, du communautarisme et tout cela piloté par Monsieur Hollande", avance-t-elle notamment, dans une attaque en forme de compilation de ce qui sera son leitmotiv.

Sauf qu'à force de ressasser ce message sans jamais développer sa propre vision pour le pays, la candidate du FN finit par interroger sur la consistance de son programme. Emmanuel Macron lui intime à plusieurs reprises de revenir à ses propres propositions. "Parlez de votre projet, ne dites pas de bêtises sur le mien", répète-t-il plusieurs fois. En vain.

La preuve de cette incapacité à évoquer avec consistance son projet ? La carte de blanche de fin d'émission, moment d'évocation libre d'une mesure de son programme que Marine Le Pen préférera remplacer par... une critique du programme de son adversaire. Comme un disque rayé, elle reprend d'ailleurs ses éléments de langage du début : "Je n'ai pas de thème. C'est une philosophie générale, monsieur Macron. la France que vous défendez, c'est pas la France, c'est une salle de marchés, dans laquelle c'est la guerre de tous contre tous, dans laquelle les salariés français devront se battre pour conserver leur emploi face aux travailleurs détachés, dans laquelle les entreprises entre elles devront se battre pour avoir les salaires les plus bas ou la durée de travail la plus longue". Comme un air de déjà-vu.

### **Des mensonges par grosses poignées**

Les débats politiques sont souvent propices à la prolifération d'intox en direct. Dans ce petit panthéon spécifique, la prestation de Marine Le Pen occupera une place de choix. Durant toute l'émission, la candidate du FN aura accumulé un nombre impressionnant de mensonges sur son adversaire. Avec toujours la même méthode : partir d'un fait réel, qu'elle tord et déforme pour parvenir à critiquer son concurrent.

Quelques exemples ? A 21h19, la candidate du FN accuse Emmanuel Macron d'avoir vendu la société STX, propriétaire des chantiers de l'Atlantique, "aux Italiens". Sauf que le chantier naval a été vendu à la société italienne Fincantiera par... son propriétaire, le groupe sud-coréen STX, en avril 2017. Il y a un mois, donc. Emmanuel

Macron n'était plus ministre de l'Economie. Dans cette négociation, l'Etat, actionnaire à 33,3%, a tenté de pousser la reprise par un groupe français, en vain, faute de groupe intéressé.

A 21h34, Marine Le Pen accuse Emmanuel Macron d'être favorable à la gestation pour autrui : "Dans votre société, tout est à vendre et tout est à acheter. Les hommes, les ventres sont à vendre et à acheter, comme Monsieur Bergé qui est un de vos soutiens, nous l'a expliqué". Sauf que si l'homme d'affaires est effectivement pro-GPA, le candidat s'est toujours opposé à cette mesure : "Je suis totalement contre la GPA. Je l'ai dit et redit", objecte Emmanuel Macron.



Carrine Béala @bchaudcarr  
J'ai toujours été très clair : je suis totalement contre la GPA. #2017LeDébat pic.twitter.com/d6wTfxnKaT

A 22h01, elle s'emporte. Pas de doute, pour elle, Emmanuel Macron est coupable d'accointances avec le radicalisme islamiste. "Hani Ramadan [prédicateur islamiste, frère de Tariq Ramadan, ndlr], qui est pour la lapidation des femmes, vous a soutenu", assène-t-elle. Puis, elle évoque la proximité supposée entre Emmanuel Macron et l'UOIF, organisation musulmane conservatrice et traditionaliste. "Vous êtes soumis à elle, ils vous tiennent". Pour tenir ces propos, Marine Le Pen se base d'abord sur... un message Twitter, relevé immédiatement par les petites mains frontistes, dans lequel Hani Ramadan écrit : "Plutôt Macron que Le Pen". Un peu maigre pour en conclure à une complicité active entre le fondateur d'En Marche et les islamistes...



Antoine Baudino @AntoineBaudino  
Macron : "Hani Ramadan ne me soutient pas"  
Il est sûr ?#PresidentielleLeDebat #Debat2017

Sur l'UOIF, Emmanuel Macron nie toute proximité : "Je ne soutiens pas l'UOIF". Avant de

préciser sa pensée et d'envoyer à son tour un scud à son adversaire : "Si l'UOIF prononce, invite, mène des activités contraires à la loi de la République, je la ferai interdire. Je ne connais pas les dirigeants de l'UOIF, je ne les ai jamais rencontrés, et à ma connaissance le dernier parti politique, qui a eu maille à partir avec eux et qui les a fait participer au débat, c'est le Front national avec Louis Aliot".

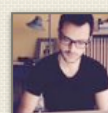
Louis Aliot, député européen FN et compagnon de Marine Le Pen, a en effet déjà débattu avec des représentants de l'UOIF, comme certains cadres du FN.

### L'allusion perfide à Brigitte Trogneux

Si les coups bas sont une tradition des débats présidentiels, ils n'honorent pas forcément ceux qui en usent. En début d'émission, Marine Le Pen s'autorise une petite remarque sournoise quand Emmanuel Macron entreprend de lui donner une leçon d'économie. "Je vois que vous essayez de jouer avec moi à l'élève et au professeur, mais en ce qui me concerne, ce n'est pas particulièrement mon truc". Allusion transparente à la relation qui lie depuis près de 25 ans Emmanuel Macron et Brigitte Trogneux, son ancienne professeur de français, de 25 ans son aînée. Pas forcément très classe.

### Le Toc du trifouillage dans les dossiers

Marine Le Pen est venue avec tout une pile de dossiers de toutes les couleurs. Des fiches qu'elle ressort à intervalles réguliers, mais pas toujours à bon escient, comme le montre sa confusion sur SFR et Alstom. Surtout, la candidate s'adonnera pendant tout le débat à la manie de trifouiller dans ses dossiers, donnant le sentiment de ne pas maîtriser son sujet ni son stress. Le contraste avec son adversaire, qui devise sans aucune feuille ou presque devant lui et reste calme, accentue cette impression d'agitation.

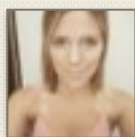


Thomas Vampouille Compte certifié @tomvampouille  
La séquence "dossier que vous ne connaissez pas", l'ère tatane pour Le Pen (qui pourtant en a apporté plein, des dossiers)



## Le craquage total

C'est l'Objet télévisuel non identifié (OTNI) du débat. Il est 23h20 quand survient cette scène lunaire, interprétée par Marine Le Pen. Les échanges - extrêmement houleux - portent alors sur la fracture entre la France d'en haut et la France d'en bas. Emmanuel Macron tente d'expliquer qu'il ne méprise pas les électeurs du FN : "Les Françaises et les Français qui ont voté pour vous, je les ai toujours respectés. Je n'ai jamais fait de leçon de morale". Cette dernière phrase provoque chez la patronne du parti d'extrême droite une réaction étonnante. Chorégraphie circulaire avec la main droite, jeu d'épaules et roulement d'yeux, Marine Le Pen improvise un stand up : "Ce n'est pas eux que vous visiez quand vous disiez : "Regardez, ils sont là, dans les campagnes, dans les villes... Ils sont sur les réseaux sociaux"". Ce moment étrange se termine sur un long rire sardonique de la candidate. Son adversaire observe, effaré.



Clémentine Rebillat @clerebillat  
Le craquage en direct de Marine Le Pen.  
#2017LeDebat



par Étienne Girard

**Marianne**

## III) Hollande: "Le débat a été pénible à suivre mais il a été utile"

**Le débat a permis de démontrer selon François Hollande le "projet incohérent et dangereux de Marine Le Pen", qui aura des "conséquences pour l'Europe et la France", et sera "pour la France un déclassement."**



"Les masques sont tombés. Il est toujours nécessaire d'aller au bout d'une discussion. Les Français sont maintenant éclairés sur les projets des deux candidats" a dit François Hollande. EMMANUEL

Challenges.fr La rédaction du site

François Hollande a qualifié jeudi 4 mai d'"utile", bien que "pénible à suivre" le débat télévisé de la veille entre les deux finalistes de l'élection présidentielle en France, Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Le chef de l'Etat sortant, dont le mandat s'achève le 15 mai, était réticent à l'idée de ce duel, qui banalise selon lui l'extrême droite représentée par la présidente du Front national.

"Le débat a été pénible à suivre mais il a été utile", a déclaré François Hollande devant la presse en marge d'une visite à Alençon (Orne). La discussion de deux heures trente, qui a souvent tourné au pugilat, a permis de démontrer selon lui le "projet incohérent et dangereux de Marine Le Pen", qui aura des "conséquences pour l'Europe et la France", et sera "pour la France un déclassement." "Les masques sont tombés. Il est toujours nécessaire d'aller au bout d'une discussion. Les Français sont maintenant éclairés sur les projets des deux candidats", a insisté le président.

(Avec Reuters)



## IV) Vu de l'étranger. “Le pire débat télévisé de l'histoire de la Ve République”

Courrier international - Paris



Marine Le Pen et Emmanuel Macron débat télévisé du 3 mai 2017/ AFP

**Le débat d'entre-deux-tours entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron a été très suivi en France et à l'étranger. Les médias internationaux se montrent interloqués par la violence entre les candidats, mercredi 3 mai, et donnent l'avantage à l'ancien ministre de l'Économie.**

Pendant deux heures et demie, mercredi 3 mai, des millions de Français ont assisté à ce qui devait être un débat politique entre les deux candidats du second tour de l'élection présidentielle. Au lieu de ça, décrit **El País**, ils ont eu droit à “un combat anormal, asymétrique, de l'escrime contre du catch, un fleuret contre un marteau, des arguments contre de l'affect.

Pour le grand quotidien espagnol, “rarement on avait assisté à un combat dialectique d'une telle intensité lors d'un débat électoral, avec des accusations ad hominem et insultantes à de nombreux moments”.

Outre-Manche, **The Times** retient également la violence des échanges de mercredi soir, titrant : “Les insultes pleuvent alors que Le Pen essaye d'abattre Macron.” Le quotidien britannique estime que les candidats “se sont pris le bec sur tous les sujets – économie, Europe, islam et corruption – alors que les journalistes supervisant le débat luttent, et souvent échouent, à garder le contrôle”.

**“Des présentateurs qui en méritent à peine le nom”**

Le quotidien allemand **Die Welt** charge aussi les deux journalistes qui devaient animer les échanges, Christophe Jakubyszyn et Nathalie Saint-Cricq, car “si le débat a déraillé dès la première minute, cela est également dû aux deux présentateurs qui en méritaient à peine le nom”. Le journal de Berlin se permet même d'ironiser sur leur attitude : “Malheureusement, personne ne leur avait dit qu'ils devaient modérer un débat présidentiel. Impassibles, ils ont regardé les candidats multiplier les insultes.”

Résultat, selon **Die Welt** :

*Les Français ont assisté de loin au pire débat télévisé entre deux candidats à l'élection présidentielle dans l'histoire de la Ve République. Aujourd'hui, les personnes qui ne savaient pas pour qui voter dimanche ne sont sans doute pas plus avancées.”*

### **Le Pen a mimé Trump**

L'attitude de la candidate du Front national a retenu l'attention à l'étranger. Particulièrement vindicative, elle a rappelé un autre candidat au journal allemand **Die Zeit**, qui titre : “Le Pen a fait du Trump.” “Avec ses interruptions en permanence, comme ‘C'est pas mon truc’ ou ‘N'avez-vous pas un compte offshore’, elle semblait vouloir faire régner une ambiance de comptoir de bistrot français”, analyse l'hebdomadaire de Hambourg, qui retient surtout ses attaques contre l'Allemagne dans le chapitre consacré à l'Europe. Et le journal de regretter, alors qu'il a toujours souligné l'amitié franco-allemande, qu'Emmanuel Macron n'y ait pas fait référence cette fois-ci alors que “cela en valait la peine”.

Selon **El Mundo**, “Le Pen a anticipé la défaite électorale et a tenté de se hisser au rang de futur chef de l'opposition”. Mais, constate le journal espagnol, “Macron a mis à nu Le Pen” et révélé ses incohérences, même si l'ancien ministre “a eu tendance à se perdre dans les détails”. “Dans un spectacle honteux, Macron est apparu comme un mal mineur et Le Pen un mal majeur”, assène le quotidien de Madrid.

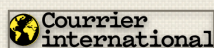
## Macron n'a pas perdu

Comme le résume le **Corriere della Sera** en Italie, "Macron était le candidat qui avait le plus à perdre mais il n'a pas perdu". Il a certes été "construit en laboratoire", mais au moins, il a été "bien construit". Au Portugal, le site d'information Observador constate que, s'il est "resté de côté sur les chapitres de la sécurité et du terrorisme, la question de l'euro a rapidement permis à l'ancien ministre de l'Économie de briller".

À Londres, **The Daily Telegraph** désigne clairement le perdant de la soirée : Marine Le Pen. "Elle a oublié la règle numéro un d'un débat télévisé, relate le quotidien britannique : rester calme et apparaître de stature présidentielle." Si le journal reconnaît qu'elle a plutôt maîtrisé ses dossiers sur la sécurité et le terrorisme, "sur pratiquement tous les autres sujets elle est apparue non préparée et confuse".

*The Daily Telegraph* met en exergue une phrase régulièrement répétée par Emmanuel Macron lors du débat : "La France mérite mieux que cela." Et le quotidien britannique de conclure : "Après le débat d'hier soir, peu de monde pourrait dire le contraire."

Corentin Pennarguear



## V) Législatives : le torchon brûle entre la France Insoumise et les communistes

**Devant la difficulté de trouver un accord pour se rassembler en vue des législatives, les relations entre France insoumise (FI) et le PCF n'étaient pas au beau fixe. Désormais, la rupture semble être consommée. Au nom de la France insoumise, Manuel Bompard vient de publier un communiqué de « mise au point ». Il y est même question de poursuites judiciaires à l'encontre de certains candidats communistes.**

Par Alice Bardo

« Le PCF cherche à semer la confusion chez les

électeurs qui ont voté pour le candidat de La France insoumise en faisant croire que les candidats du PCF aux législatives ont le soutien de Jean-Luc Mélenchon » peut-on lire dans le communiqué signé par le directeur de campagne du leader de la France insoumise, Manuel Bompard. Il y est également écrit que des poursuites judiciaires seront engagées à leur encontre « pour faire cesser cette situation ».

« On ne s'y attendait pas. Je savais que les discussions étaient difficiles mais qu'on invoque la justice c'est inimaginable », a réagi peu après le sénateur communiste Eric Bocquet. Entre France insoumise et le PCF, la situation est particulièrement tendue depuis la défaite de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la présidentielle. Dans les jours qui ont suivi, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, se désolait que le candidat déchu ne réponde pas à ses appels et insistait sur la nécessité de se rassembler en vue des législatives des 11 et 18 juin prochains. L'enjeu est clair : créer une majorité de gauche pour résister à la politique du Président nouvellement élu.

### « On a joué le jeu, maintenant il faut parler »

Cette volonté de rassemblement, le secrétaire national du PCF l'a réitérée mardi dernier dans une tribune publiée sur Médiapart. Il proposait notamment de créer une bannière commune, « la force du peuple à l'Assemblée nationale, afin de présenter dans chaque circonscription la candidature la plus susceptible de remporter l'élection. Eric Bocquet valide cette logique : « Là où le PCF a un candidat sortant ou une situation favorable on nous laisse y aller et là où la France insoumise est mieux placée on se retire. »

Dans une lettre envoyée hier à Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laurent semblait déjà envisager l'impossibilité d'un accord sur le rassemblement qu'il propose. Il s'est dit prêt à examiner la proposition - bien que « trop limitée » - du leader de la France Insoumise que chaque force se retire dans 30 circonscriptions. Mais du côté d'Eric Bocquet, l'espoir est de mise : « On ne renoncera jamais à l'union. » Pour lui, c'est avant tout une « question de respect » : « On a contribué au résultat de Mélenchon. On a joué le jeu. Maintenant il faut parler. »

### « Tout sera sous la bannière de France Insoumise, ce n'est pas acceptable »

Communiqué de la France Insoumise

**Législatives : Mise au point de la France insoumise.**

Le PCF cherche à semer la confusion chez les électeurs qui ont voté pour le candidat de la France Insoumise en faisant croire que les candidats du PCF aux législatives ont le soutien de Jean-Luc Mélenchon.

Il n'en est rien. Les seuls candidats qui ont ce soutien sont ceux validés par la France Insoumise.

En conséquence nous exigeons du Parti Communiste l'arrêt immédiat de l'utilisation de la photo de Jean-Luc Mélenchon ainsi que de tous les éléments graphiques appartenant à la France Insoumise.

Nous rappelons que dans notre pays existe un droit à l'image qui doit être respecté y compris pour une personnalité politique publique.

Nous dénonçons cette usurpation et nous décidons d'engager les poursuites judiciaires afin de faire cesser cette situation puisque nos rappels à l'ordre répétés ne sont suivis d'aucun effet. Nous déplorons un procédé qui, au nom de "l'identité communiste", refuse tout accord national mais s'approprie l'image de la France insoumise et de son candidat dans le but de gonfler artificiellement le score du PCF.

Comité national France Insoumise pour les législatives



Erwan Bruckert @ErwanBruckert · 1 h

Ça chauffe entre la France Insoumise et le Parti Communiste. (Communiqué signé par le dir de campagne de Jean-Luc Mélenchon, Manuel Bompard)  
[pic.twitter.com/B6Orl3en0F](https://pic.twitter.com/B6Orl3en0F)



19



6

Mardi soir, le dialogue avait pourtant été engagé entre les deux partis, au siège du PCF. Mais la réunion s'est soldée par un échec. « Comment créer les conditions d'un rassemblement si on demande à l'un des deux partenaires d'avaler son chapeau ? » s'insurge le sénateur. Il poursuit : « On demande au PCF de se soumettre à la France insoumise. Tout sera sous la bannière de FI, ce n'est pas acceptable! »

Eric Bocquet juge tout aussi inacceptable les propos tenus ce matin par Alexis Corbière. Dans Territoires d'Infos, sur Public Sénat et Sud Radio, le porte-parole de la France Insoumise s'est adressé au PCF : « Les communistes devraient nous aider au lieu de nous mettre des candidats dans les pattes! » Le sénateur tient donc à faire une mise au point : « J'avais cru comprendre que c'était l'inverse. Dans mon département du Nord, on a vu surgir des candidats de la France Insoumise alors qu'on avait des candidats sortants. Ce n'est pas nous qui entravons les candidats de FI! » A un peu plus d'un mois du premier tour des législatives, le « rassemblement des forces » qu'appelle le PCF de ses vœux semble compromis. « Nous sommes dans l'urgence », précisait dans sa lettre d'hier Pierre Laurent. De son côté, Eric Bocquet insiste : « On ne peut que les aider ».



**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**